

Je suis d'accord avec les chefs de bandes—et je les félicite de leur compétence—qui disent qu'ils veulent récupérer leurs terres parce qu'ils en ont besoin et qu'elles leur ont été prises de façon frauduleuse. Ils les veulent pour avoir une arme de négociation contre la municipalité de Vancouver-Ouest. Grâce au projet de loi C-18, une bonne partie de la circonscription de Capilano peut s'attendre à une importante série de négociations à l'avenir.

• (1440)

Je tiens à voir si, en ma qualité de député, je peux atténuer les tensions entre les deux groupes d'ici les quelques prochaines années. Par exemple, la municipalité a adopté un arrêté d'interdiction d'afficher. Sur les terres indiennes, qui entourent l'entrée du pont Lions Gate, on imagine facilement ce que pourraient rapporter des enseignes au néon, des panneaux publicitaires et ainsi de suite. Un affrontement de ce genre avec les municipalités risque de créer des problèmes. En outre, les municipalités fournissent les voies d'accès, les services, la plupart de l'eau potable et tout le reste à la bande indienne, et c'est à cause de ce moyen de pression, de cette nouvelle position de négociation adoptée par la bande indienne Squamish, que nous allons entrer dans une période des plus intéressantes, surtout pour les hommes politiques qui servent la municipalité de Vancouver-Ouest.

Je ne reviendrai pas sur les aspects historiques de cette question ni sur le fait que l'adoption du projet de loi C-18 rend justice aux Indiens, monsieur le Président. Tous les députés qui sont intervenus au nom du gouvernement et les critiques du parti progressiste conservateur et du Nouveau parti démocratique en ont déjà parlé. Je limiterai mes remarques à certains problèmes en cause et exhorterai la bande d'Indiens de Capilano et la municipalité de Vancouver-Ouest à entamer des négociations sérieuses dans un esprit de collaboration, au lieu de continuer à s'affronter indéfiniment, ce qui va susciter des tensions et des angoisses inutiles.

Ce qui complique encore la situation à Capilano, monsieur le Président, c'est qu'en 1972, un candidat prétentieux s'est présenté contre le ministre des Pêches du gouvernement libéral. Ce dernier avait une majorité d'environ 28,800 voix. Il fallait être fou et prêt à subir une défaite pour se présenter contre un homme aussi doué, ancien boursier Rhodes ayant fait de hautes études et servi dans les forces libérales. J'ai tout de même réussi à diminuer sa majorité. Grands dieux, monsieur le Président, cela a coûté cher aux Canadiens depuis!

Au cours de la campagne électorale de 1972, le gouvernement dépensait à qui mieux mieux, comme seuls les libéraux savent le faire.

Une voix: Comme ils le font à l'heure actuelle.

M. Huntington: Cette année 1972 a marqué le début d'une nouvelle ère, car c'est alors que le ministre des Pêches a décidé de déménager tous les services de l'environnement et des pêches de la côte du Pacifique sur le bord de la mer, à First Narrows, dans la réserve indienne. Et nous payons un loyer chaque année plus élevé pour ce terrain vague—qui est encore couvert de joncs et de hautes herbes comme en 1972—qui rapporte 6.7 millions de dollars par année à la bande indienne à cause de cette promesse politique du ministre des Pêches de l'époque. Cela dure depuis longtemps, monsieur le Président. Il y a environ deux ou trois ans, l'avocat de la bande indienne

Règlement des revendications—Réserves

m'a demandé, à moi, son député, de bien vouloir amener le gouvernement fédéral à coordonner tous les projets possibles de travaux publics en vue de l'aménagement définitif de ce terrain que nous payons si cher. Le tout a commencé par des négociations très calmes. J'ai tout de suite convenu de tenir l'affaire hors de la sphère politique et de voir ce qui arriverait. Eh bien, près de trois années ont passé. Deux sénateurs ont repris l'affaire, je n'ai plus été consulté et rien n'a donc été fait. Il circule bel et bien des rumeurs selon laquelle l'usine de poisson de Caulfield, qui se trouve aussi dans ma circonscription, serait sur le point de s'installer à demeure dans un magnifique bâtiment. Le ministère des Pêches est logé là-bas dans un immeuble en brique et béton car, comme vous vous en souviendrez, monsieur le Président, on se soucie peu de protéger la faune ou l'environnement.

J'estime qu'on ne devrait pas construire cette usine à Caulfield, mais bien sur le terrain que nous avons loué à prix fort pour les 60 ou 70 prochaines années. C'était d'ailleurs ce que prévoyait l'entente première et les Indiens ne se contenteront pas de moins, sauf si cela devait signifier pour eux d'importantes retombées économiques. Les Indiens ont signé avec le gouvernement fédéral un bail prévoyant que le ministère des Pêches et le ministère de l'Environnement construiraient des ouvrages sur cet emplacement. Les Indiens ont accepté ce bail non seulement pour l'argent, mais parce qu'ils ont vu là une occasion d'attirer vers ce centre d'autres activités prestigieuses pouvant rehausser la valeur générale des terres environnantes qui leur appartiennent.

Nous sommes très fiers du sens aigu de la politique et des affaires dont sont doués les chefs indiens de ma circonscription. Ils peuvent nous déjouer, nous, les «visages pâles», ou quel que soit le nom qu'ils nous donnent, quand ils le veulent. Ils ont le temps et la patience que nous n'avons pas. Pourtant, je crois que le gouvernement provincial, dans ses négociations avec le gouvernement fédéral et la bande indienne, a négligé les intérêts de la municipalité et des habitants de Vancouver-Ouest, parce qu'il n'a pas tenu compte des parcs, du terrain de golf et de l'ensemble des terrains récréatifs. Ces terrains, qui sont frappés de servitude, ont maintenant été rendus à la bande indienne. Je suppose que les Indiens estiment, avec raison, que les municipalités et les populations environnantes gardaient en réalité les terres indiennes comme un rempart d'espace libre. Nous, de Vancouver-Ouest, ne savons pas si nous allons perdre ce parc magnifique, s'il disparaîtra sous les gratte-ciel ou autre chose.

Je profite de ce débat pour supplier les gens de ma circonscription et les Indiens d'oublier une partie du passé. Je crois que les représentants de la municipalité ont été extrêmement durs et insolents envers les négociateurs indiens. Je crois qu'il nous manque à nous, de la municipalité environnante les talents de négociateurs qu'ont les Indiens. Peut-être pouvons-nous améliorer notre façon d'aborder ces négociations. Si nous ne le faisons pas de notre plein gré, nous y serons forcés par les restrictions que nous imposera la situation économique. J'aimerais que la bande indienne et la municipalité de Vancouver-Ouest trouvent le moyen de lier tous ces éléments, comme le bail que détient le ministère de l'Environnement sur les terres indiennes. L'établissement permanent de recherches sur les pêches, au lieu d'être construit à Caulfield, pourrait servir à un échange. On pourrait peut-être en arriver à un compromis au